

La lutte contre la pauvreté

Pierre Coppey

J'aime bien l'idée de venir parler de la lutte contre la pauvreté avec un groupe de chrétiens.

- 1) Je crois que cela ferait sourire mes ancêtres paysans jurassiens que leur foi sincère et leur engagement chrétien avait conduit à faire vœu de pauvreté et qui vivaient heureux, il y a encore moins de 100 ans du seul fruit de leur labeur, dans une économie de subsistance qui fonctionnait quasiment sans argent.

Ils ont toujours été pour moi, une preuve exemplaire et exigeante de la façon dont les chrétiens peuvent concrétiser le message évangélique.

- 2) Il n'est pas nécessaire d'être un bon chrétien pour rappeler combien le pauvre est central dans le message du Christ ; Pas non plus nécessaire d'être croyant pour apprécier la vertu et la portée universelle du message du Christ sur ce sujet !

L'Évangile affirme que Dieu est du côté des pauvres, avertit du danger des richesses, et appelle chacun à une pauvreté de cœur qui conduit au partage, à la justice et à la confiance en Dieu.

Jésus ne glorifie pas la misère, mais appelle à combattre la pauvreté par le partage :

« Donne à qui te demande » (Mt 5,42).

« Ce que vous avez fait au plus petit d'entre les miens, c'est à moi que vous l'avez fait » (Mt 25,40).

Le jugement final est donc lié à l'attention portée aux pauvres.

Si je commence mon propos ainsi, avant de parler des politiques publiques, c'est parce que je suis convaincu que dans une société fraternelle, la prise en compte de la pauvreté repose d'abord sur la considération portée à l'altérité, à l'humanité d'autrui, par la collectivité, bien sûr, mais d'abord par chacun d'entre nous. J'y reviendrai.

3) J'en viens maintenant à la question posée, que Hervé L'Huillier a très abondamment documentée.

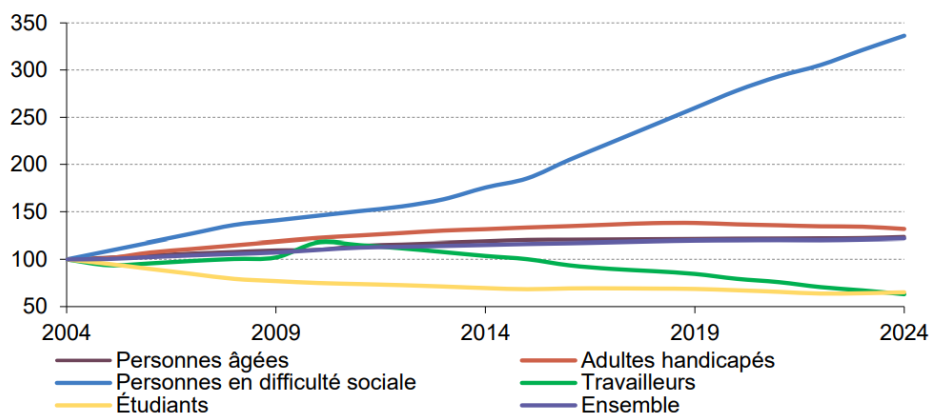
Je m'exprime en tant que Président d'Aurore, association reconnue d'utilité publique depuis Mac Mahon, association qui intervient dans le domaine de l'hébergement, du soin et de l'insertion.

Nous sommes présents, principalement en Ile de France et nous gérons avec une budget de 280 millions d'euros et près de 3000 salariés un ensemble de près de 300 dispositifs d'accueil, d'hébergement et de prise en charge de personnes vulnérables.

Nous sommes à 99% financés par des fonds publics : Etat, DRIHL, ARS, régions, départements et communes et nous mettons en œuvre des dispositifs de prise en charge le plus souvent définis par les pouvoirs publics et tarifés au prix de journée.

Je le confirme : les besoins n'ont jamais été aussi grands, et donc le budget consacré à la pauvreté et la lutte contre l'exclusion explose

- **En 2024, la France a dépensé 1,16% du PIB pour lutter contre l'exclusion sociale** d'après Eurostat. Un chiffre considérable qui agrège plusieurs types de dépenses dont l'ensemble des minima sociaux mais qui ne tient pas compte des dépenses en matière de santé, de handicap, de retraite, de vieillesse, de famille, de chômage ou de logement. **La moyenne européenne est de 0,6% du PIB**, et seuls les Pays-Bas dépensent plus que la France. **En 20 ans, la part de la richesse nationale consacrée à la lutte contre l'exclusion a augmenté de 50%** (de 0,76% du PIB à 1,16%).
- Cette dépense se traduit concrètement par une augmentation des capacités d'accueil. Tout type de dispositif confondus, **le nombre de lits pour les personnes en difficulté sociale a été multiplié par 3,4 sur les 20 dernières années.**



*Evolution des capacités d'accueil par type d'hébergement collectif. Base 100 en 2004
(source : comptes du logement en 2024)*

- A titre d'exemples, le nombre de places d'hébergement d'urgence atteint 203 000 depuis 2021, un chiffre jamais atteint dans l'histoire.
- **Malgré cela, la dernière Nuit de la Solidarité à Paris en janvier 2025 a révélé la présence de 3507 personnes à la rue à Paris**, et le dernier plan Grand Froid a nécessité l'ouverture de 1700 places d'urgence pour venir à bout des demandes faites au 115.
- **Plus généralement, le taux de pauvreté monétaire (personnes vivant avec moins de 60% du revenu médian) est passé de 13,6% en 2019 à 15,9% en 2024** (source : Eurostat). A part la Slovaquie, **la France est le seul pays européen à avoir connu une telle augmentation de la pauvreté monétaire sur les 5 dernières années.**

1. Cette situation traduit d'abord l'échec de nombreuses politiques publiques

- **L'aide sociale à l'enfance illustre de manière exemplaire l'échec des politiques publiques à prévenir la pauvreté** : d'après le rapport d'enquête parlementaire publié en avril 2025, **près de 45 % des jeunes sans domicile fixe âgés de 18 à 25 ans sont issus de l'ASE**. Autrement dit, une politique censée protéger les plus vulnérables produit massivement du sans-abrisme à l'âge adulte. Plus généralement, le rapport montre que 70% des jeunes sortant de l'ASE n'ont aucun diplôme à leur sortie du dispositif. **Cet échec est pourtant celui d'une politique publique qui coûte chaque année près de 10Md€ aux départements.**
- **La gestion des sans-papiers se cantonne aujourd'hui à rendre leur vie infernale pour éviter un prétendu appel d'air** qui n'existe selon aucune étude sérieuse. De ce fait, ne pouvant ni se loger, ni travailler légalement, **ces personnes représentent près de 60% des sans-abris en centre d'hébergement**. Une situation absurde et inefficace, d'autant que la plupart sont intégrés depuis très longtemps. Une enquête interassociative à laquelle Aurore a participé, auprès de 1000 ménages en centres d'hébergement a montré récemment que **20% au moins pourraient bénéficier d'un titre de séjour mais n'y ont pas accès à cause des blocages en préfecture. Plus de 70% sont en France depuis plus de 5 ans, 20% ont un enfant français.**
- **Les addictions sont aussi fortement liées à la précarité dans un cercle vicieux qui rend le sujet complexe** : lorsque la consommation permet d'oublier un trauma ou la dureté de la vie à la rue (c'est l'une des fonctions de la cocaïne pour les sans-abris qui est un excitant et qui maintient éveillé la nuit), il s'ensuit une descente aux enfers difficile à arrêter tant que l'on n'a pas traité la cause, à savoir la précarité. C'est ce que l'on voit avec le programme Assore qui héberge des consommateurs de crack à la rue : **le simple fait de les héberger conduit 80% d'entre eux à réduire leur consommation, et 20% à l'arrêter.**

Malheureusement, la politique publique se concentre avant tout sur l'aspect sécuritaire des drogues, engendrant un coût élevé pour la société avec peu de résultat durable. Aujourd'hui, cette réponse sécuritaire coûte près de 1,8 milliard d'euros chaque année en moyens policiers d'après la Cour des comptes alors que le trafic s'étend : **79 % des communes ont connu des faits d'usage ou de trafic de drogues identifiés par la police ou la gendarmerie en 2022, contre 54 % en 2016. Les moyens alloués au soin sont deux fois moins importants, alors que le coût social estimé de la consommation de drogue est considérable** : le coût social du tabac et de l'alcool était évalué respectivement à 156 et 102 milliards d'euros, et à 7,7 milliards d'euros pour les drogues illicites en 2019.

- Bien d'autres exemples de politiques publiques en déshérence pourraient être cités : sur le logement, la santé mentale, la lutte contre la récidive, l'éducation... **Le sans-abrisme est la résultant de tous ces échecs collectifs.**

2. Le secteur associatif qui prend en charge les personnes est particulièrement fragilisé

- Historiquement en France, l'Etat délègue au secteur sans but lucratif la mise en œuvre des politiques publiques de lutte contre l'exclusion, **avec des subventions annuelles pour des établissements qui gèrent parfois plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines de millions d'euros de crédits.** Chaque année, il faut renégocier les subventions, au risque de mouvements de va et vient qui fragilisent la mise en œuvre de la politique publique. Le temps que passent les associations à se battre pour leur survie n'est pas consacré à leurs missions. Certains dispositifs peuvent nécessiter 15 financeurs différents, avec autant de dossiers de demandes et autant de reportings !
- Ceci se fait dans une incertitude permanente sur les crédits disponibles : **en moyenne, sur 10 ans, les crédits consommés représentent 113% des crédits budgétés au moment du vote de la Loi de Finance Initiale.** En clair, le budget n'est jamais sincère et la gestion du secteur ne se fait que dans l'urgence.
- A ceci s'ajoute une stratégie de rabot qui conduit à ne pas indexer les subventions sur l'inflation, obligeant les associations à trouver des gains de productivité, ou à réduire la qualité de l'accompagnement (notamment l'entretien des bâtiments, ce qui est dangereux sur le long-terme). **Ainsi, entre 2010 et 2022, le prix réel d'une place d'hébergement a diminué de 25%, une fois que l'on tient compte de l'inflation.** La question est celle de l'efficacité de cette politique publique : si l'on ne fait plus que des mises à l'abri sans réel accompagnement social (c'est ce qui se passe pendant l'hiver), la situation des personnes ne progresse pas et ceux-ci ont donc besoin d'assistance pendant plus longtemps.
- Inutile de dire que la dévalorisation du travail social qui entoure ce contexte pèse sur le moral des travailleurs sociaux, sur l'attractivité du secteur et sur la motivation des équipes sociales !

3. Comment en est-on arrivé là,

- **Le premier malheur, c'est l'invisibilisation des pauvres, des étrangers, des toxico, des sans-papiers.... De tous les sans : sans emploi, sans domicile, sans papier : le seul fait qu'on désigne le pauvre par ce qu'il n'a pas signe sa déshumanisation et son invisibilisation !**

On pourrait analyser à perte de vue les causes de ce phénomène :

- **la montée de l'individualisme,**
- **la victoire du populisme et du simplisme qui préfère stigmatiser l'autre que de traiter les problèmes posés.**
- **La prééminence des apparences**
- **La domination des préoccupations sécuritaires : il est plus aisé de parler du pauvre comme menace sur la paix civile que de la responsabilité de chacun dans sa prise en charge.**

On pourrait aussi s'interroger ensemble sur la perte de foi des élites dans la capacité des politiques publiques à soigner, à intégrer, à guérir, à éduquer ou à émanciper.

- **Dans l'élan de l'appel de l'abbé Pierre, dans les années 50, il y avait une vraie foi dans la capacité à régler ce qu'on n'appelait pas encore le sans-abrisme. Qui croit encore Emmanuel Marcon quand il dit qu'il veut zéro SDF. Qui croit encore Emmanuel Grégoire quand il dit la même chose dans sa campagne parisienne alors que la Ville de Paris joue à cache-cache avec l'Etat -dont c'est la compétence- depuis des années ?**
- **Dans l'élan du Docteur Olivenstein, dans les années 70, la République avait l'ambition de régler la question de la toxicomanie avec une approche sanitaire volontariste. Et toute la classe politique s'entendait sur le fait que ce fléau devait être traité avec une focale médico sociale. Aujourd'hui le simplisme ambiant ne laisse place qu'à un discours sécuritaire.**
- **Dans l'ambition républicaine de l'après-guerre, l'Éducation Nationale de mon enfance avait la prétention avec le collège unique, d'éduquer tout le monde et de ne laisser personne au bord du chemin. Qu'est devenue cette ambition alors que les 80% de bacheliers sont atteints depuis 30 ans ?**

Aujourd'hui, alors qu'on n'a jamais dépensé autant d'argent, alors qu'on n'a jamais autant fait, la perte de sens menace toutes les politiques publiques et le simplisme pourrait tout emporter quand on entend tel ou tel candidat expliquer que pour faire 4 milliards d'économies budgétaire, il suffit de cesser de subventionner les

associations comme Aurore que l'on présente alors comme des officines d'aide aux migrants !

4. Que faire ?

- Synthèse des 9 propositions du livre *La Fabrique des Précarités*
 - **Briser le cycle de la peur de l'autre**
 - Partir des besoins en mettant en place un véritable observatoire du sans-abrisme et du mal logement
 - Cesser de faire des étrangers les boucs émissaires des maux de la société et décider entre régularisation ou renvoi (lequel est généralement infaisable)
 - Réconcilier la sécurité publique et la lutte contre les exclusions. Ouvrir des salles de consommation pour éviter les consommations de rue, héberger pour éviter les campements, donner des moyens à la psychiatrie
 - **Agir sur la prévention**
 - Adapter les parcours aux besoins des jeunes plutôt que vouloir faire entrer chaque jeune dans un parcours. Remettre des éducateurs de rue.
 - Planifier le développement urbain en intégrant les personnes vivant aux marges plutôt qu'en les subissant. Cela peut passer par des quotas de places d'hébergement dans les villes type loi SRU.
 - Créer un droit à l'accompagnement opposable sur 3 aspects : numérique, vie active, santé
 - **Changer de méthode**
 - Clarifier les rôles et responsabilités de l'État et des collectivités locales en décentralisant ce qui peut l'être avec les marges de manœuvre financières correspondantes
 - Systématiser les évaluations de politiques publiques et les mesures d'impact
 - Repenser les relations entre l'État et les gestionnaires de dispositifs sociaux pour remettre du sens dans les politiques publiques et mieux contrôler leur mise en œuvre

Et puisque notre société semble lourdement menacée par la déshumanisation, une désincarnation ou une perte de sens de l'altérité, restons, sur l'idée que lutter contre la pauvreté, c'est simplement lutter pour la survie d'une société capable de se rappeler l'altérité, l'autonomie de la personne humaine et le caractère sacré de sa dignité !

